

Vous avez imprimé cette page depuis L'Obs.
L'Obs, actualité du jour en direct — <http://nouvelobs.com>

L'évasion fiscale coûterait 1.000 milliards par an à l'UE

BRUXELLES (Reuters) - L'évasion fiscale prive les pays de l'Union européenne (UE) de 1.000 milliards d'euros par an et les dirigeants de l'UE évoqueront ce thème lors de leur prochain sommet, prévu en mai, a annoncé vendredi Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen.

"Nous devons profiter d'un terrain politique de plus en plus favorable pour nous saisir de ce problème majeur", affirme Herman Van Rompuy dans un communiqué.

"L'évasion fiscale est une injustice pour les citoyens qui travaillent dur et paient leur part d'impôts pour contribuer au fonctionnement de la société", dit-il. "C'est une injustice pour les entreprises qui paient leurs impôts mais ont du mal à être compétitives parce que d'autres ne le font pas."

L'ajout du dossier de l'évasion fiscale à l'ordre du jour du prochain Conseil européen, le 22 mai à Bruxelles, accentue la pression sur l'Autriche, qui est désormais le seul pays de l'UE à refuser d'échanger avec ses partenaires des informations sur les clients européens de ses banques.

Maria Fekter, ministre autrichienne des Finances, a réaffirmé vendredi l'attachement de Vienne au secret bancaire et rejeté une nouvelle fois les appels à emboîter le pas au Luxembourg, qui a annoncé son intention de lever le secret bancaire pour les ressortissants de l'UE à compter du 1er janvier 2015.

Les ministres des finances de l'UE, réunis vendredi et samedi à Dublin, devaient évoquer l'uniformisation à l'échelon européen des échanges de données bancaires,

que plusieurs pays, notamment l'Allemagne, jugent nécessaire à la lutte contre l'évasion fiscale.

Dans son communiqué, Herman Van Rompuy évalue à 1.000 milliards d'euros le coût de l'évasion fiscale pour l'ensemble des pays de l'UE.

"Pour vous donner une idée, 1.000 milliards d'euros, c'est à peu près la même chose que le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne, la cinquième économie de l'UE", explique-t-il.

"C'est environ le budget de l'Union pour les sept prochaines années", continue le président du Conseil européen. "Et c'est cent fois plus que le prêt qui a récemment été accordé à Chypre."

Luke Baker, Julien Dury pour le service français, édité par Marc Angrand